



APPEL D'OFFRES - Procédure ouverte

321.11-03 / Collège de la Barre – Lausanne

Mandat d'architecte en vue de la rénovation du bâtiment

ENVELOPPE 1 – Offre qualitative

N° d'affaire : 321.11-03

CFC : 291

Marché : Architecte

Bureau soumissionnaire (raison sociale et adresse complète) :

.....

.....

Prénom et nom de la personne responsable de l'offre :

Téléphone :

Téléfax :

E-mail :

TVA n° :

Lieu et date :

Timbre et signature du soumissionnaire :

Organisateur de la procédure :

Ville de Lausanne
Direction du logement, de l'environnement
et de l'architecture
Service d'architecture
Rue du Port-Franc 18
CH-1003 Lausanne

Maître de l'ouvrage :

Ville de Lausanne
Direction de l'enfance, de la jeunesse et
des quartiers
Service des écoles primaires et
secondaires
Place Chauderon 9
CH-1002 Lausanne

Service d'architecture

TABLE DES MATIERES	Pages
1. Informations générales	1
1.1 Pouvoir adjudicateur, maître de l'ouvrage et organisateur de la procédure	1
1.2 Présentation de l'affaire	1
1.3 Type de procédure	2
1.4 Objet du marché	2
1.5 Méthode d'évaluation des offres	3
1.6 Contrat	3
1.7 Calendrier	3
1.8 Visite des lieux	4
1.9 Bases légales	4
1.10 Questions / réponses	4
1.11 Documents remis en annexe	4
2. Conditions de participation	5
2.1 Ouverture du marché	5
2.2 Délai et adresse pour la remise des offres	5
2.3 Présentation de l'offre	6
2.4 Langue officielle	6
2.5 Devise monétaire et taxes	6
2.6 Attestations	6
2.7 Consortium	7
2.8 Sous-traitance	7
2.9 Propriété et confidentialité	7
2.10 Litiges et recours	7
3. Renseignements fournis par l'entreprise, annexes à compléter	7
3.1 Renseignements sur le soumissionnaire	7
3.2 Organisation pour l'exécution du marché	7
3.3 Offre d'honoraires	8
3.4 Clarification des offres	8
4. Durée de validité de l'offre	8
5. Prolongation de la validité de l'offre	8
6. Critères d'adjudication et leur pondération	9
6.1 Présentation	9
6.2 Méthode de notation du prix	10
6.3 Notation du temps consacré	10

6.4	Barème des notes	11
6.5	Comité d'évaluation	11
7.	Dispositions particulières de la Ville de Lausanne concernant les mandats	12
8.	Conditions particulières	15
8.1	Assurance en responsabilité civile	15
8.2	Port de la carte professionnelle	15
8.3	Répartition des prestations	15
9.	Mandat et prestations demandées	16
9.1	Coût cible du projet	16
9.2	Honoraires	16
9.3	Variantes	19
9.4	Organigramme du projet	20
9.5	Planning intentionnel	20
10.	Engagement du soumissionnaire	21

1. Informations générales

1.1 Pouvoir adjudicateur, maître de l'ouvrage et organisateur de la procédure

COMMUNE DE LAUSANNE

- Représentée en tant que pouvoir adjudicateur par :
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
Service d'architecture
Rue du Port-Franc 18
CH-1003 Lausanne
- Représentée en tant que maître de l'ouvrage par :
Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers
Service des écoles primaires et secondaires
Place Chauderon 9
CH-1002 Lausanne

1.2 Présentation de l'affaire

Le collège de la Barre a été construit en 1898 par les architectes Borgeaud et Bonjour. Il fait partie des grands bâtiments scolaires historiques de la Ville de Lausanne. Il est classé en note 2 au recensement architectural et est inscrit à l'inventaire cantonal. Actuellement, il est rattaché à l'établissement primaire de Beaulieu.

Cet édifice imposant aux façades de molasse et aux vastes fenêtres avec vue sur la cité, surplombe la place du Tunnel. Le bâtiment de quatre niveaux, plus rez inférieur et sous-sol, est constitué de deux ailes autour d'une cage d'escalier centrale. Il abrite une douzaine de classes, de la 1^{ère} à la 6^{ème} année primaire. Une première étape de gros travaux de rénovation a déjà eu lieu en 2013, pour la rénovation totale de la toiture et de l'étage des combles. Quelques travaux de rénovation partielle ont également déjà eu lieu dans certains locaux.

La valeur ECA actuelle du bâtiment (ECA n° 3151) est de CHF 11'754'031.25.

L'objectif des travaux consiste à rénover et à améliorer énergétiquement l'enveloppe du bâtiment, en respectant sa valeur patrimoniale, via un projet et une exécution de qualité. La rénovation des surfaces intérieures, la mise à jour des installations techniques et la mise en conformité générale font également partie intégrante des objectifs, de paire avec une optimisation du délai d'intervention et le respect des coûts.
(voir détail au point 1.4)

La pierre de taille des façades, en particulier les tablettes, les angles et les cordons, a fortement été attaquée par les intempéries et le temps. Les façades sud et ouest sont les plus dégradées étant donné leur exposition. Les fenêtres sont d'origine et à simple vitrage. Comme pour la pierre de taille, les fenêtres exposées au sud et à l'ouest sont les plus dégradées. Le simple vitrage des fenêtres provoque des déperditions d'énergie importantes. Les stores vénitiens sont vétustes et certains fortement dégradés. Ils méritent d'être remplacés et motorisés.

Les installations techniques sont anciennes et doivent être mises aux normes actuelles. Il en va de même avec les normes liées à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et à la

sécurité incendie. Le bâtiment est relié au chauffage à distance de la Ville de Lausanne (CAD).

Les parties suivantes sont concernées par les travaux de rénovation dont il est question dans cet appel d'offres :

- L'enveloppe du bâtiment
- Les dégagements
- Les douze classes normales
- Une salle standard multi-usage (sol et murs déjà refaits)
- Six petites salles : salles d'appui, infirmerie, psychologie, logopédie
- La loge du concierge
- La salle des maîtres (en grande partie déjà rénovée)
- Les sanitaires
- Plusieurs petits locaux annexes et de technique secondaire au rez inférieur
- A l'extérieur, réparations partielles du revêtement du préau, rénovation du mur d'enceinte, projet et réalisation d'un préau couvert pour les élèves

Au contraire, les parties suivantes ont déjà été complètement rénovées:

- Les combles et la toiture qui ont fait l'objet d'une rénovation totale en 2013
- Une salle de classe et un grand local utilitaire au rez inférieur (récente transformation effectuée directement par le maître de l'ouvrage)

1.3 Type de procédure

Cet appel d'offres en procédure ouverte vise à mettre en concurrence des architectes ayant une expérience dans la rénovation/transformation et le domaine du patrimoine bâti, en vue de la rénovation globale du collège de la Barre.

L'adjudication des prestations se fera dans la limite des crédits accordés par le Conseil communal.

1.4 Objet du marché

Le présent appel d'offres a pour but de désigner un architecte, en tant que mandataire principal.

Objectifs du maître de l'ouvrage :

- Etablir un projet de rénovation architecturale du collège de la Barre, rénover et assainir le bâtiment dans son ensemble – hormis la toiture et l'étage des combles – y c. quelques réaménagements intérieurs.
- Respect de l'enveloppe budgétaire donnée (voir point 9.1).
- De manière générale, rénover le bâtiment en respectant les aspects du développement durable, l'écologie et l'environnement, en harmonie avec le cadre patrimonial de l'édifice.
- Répondre aux lois en vigueur en ce qui concerne les aspects énergétiques. L'étude, dans le cadre du mandat, déterminera l'étendue des interventions en fonction des contraintes patrimoniales.
- Mettre en place un concept de ventilation naturelle, permettant le respect du taux de CO2 admis et la maîtrise du climat intérieur en période estivale.

- Contrôler, assainir ou remplacer les installations techniques CVSE (production de chaleur par le CAD de la Ville de Lausanne - chauffage à distance – raccordement date de 2002).
- Assainir les éléments contenant de l'amiante.
- Mise en conformité de :
 - la sécurité incendie et mise en place d'un concept « Amok » (confinement en cas d'attaque)
 - l'accessibilité PMR, avec installation d'un ascenseur
 - les normes relatives aux garde-corps et escaliers
- Optimiser les travaux à exécuter en tenant compte de l'occupation partielle du collège et définir les étapes d'intervention.
- Projet d'amélioration du préau ouvert et réalisation d'un préau couvert.
- Un travail sur la colorimétrie a été fait lors de la rénovation des combles ; dans l'idéal en prendre compte lors du projet.

Le mandataire devra assumer la Direction générale du projet au sens de l'article 3.4.1 de la norme SIA 102 éd. 2020. Il aura la vision d'ensemble du projet et la responsabilité de soumettre au maître de l'ouvrage tous les documents nécessaires aux prises de décisions. Les prestations à exécuter se réfèrent aux phases 3, 4 et 5 de la norme SIA 102 éd. 2020.

1.5 Méthode d'évaluation des offres

Les offres seront évaluées selon la méthode à deux enveloppes préconisée par le règlement SIA 144 (*voir chapitre 2.3*). Dans un premier temps, l'offre qualitative (enveloppe 1) de chaque soumissionnaire sera évaluée sur la base des critères présentés au chapitre 6 (organisation, qualité d'intervention, références). L'offre d'honoraires (enveloppe 2) sera ouverte dans un deuxième temps.

1.6 Contrat

Suite à l'adjudication, un contrat distinct pour la phase d'étude et pour la phase réalisation liera le mandataire et la commune de Lausanne. Le contrat pour la phase étude sera conclu sur la base du présent document.

1.7 Calendrier

- | | |
|-----------------------------------|------------------------|
| - Lancement de l'appel d'offres : | 11 sept. 2020 |
| - Visite des lieux : | 22 sept. 2020 |
| - Questions : | 28 sept. 2020 |
| - Retour des offres : | 22 oct. 2020 |
| - Adjudication : | Novembre 2020 |
| - Phase étude : | 2021 - 2022 |
| - Phase réalisation : | 2022 - 2024 |
| - Mise en service : | Premier trimestre 2024 |

1.8 Visite des lieux

Le site n'est pas librement accessible. Une visite unique du collège de la Barre, recommandée, aura lieu le **mardi 22 septembre 2020 à 15h 30** (rendez-vous dans le hall d'entrée du collège) en présence d'une délégation de l'organisateur. Elle aura pour but uniquement de permettre aux soumissionnaires de mieux comprendre les travaux à réaliser décrits dans la série de prix. Il ne sera répondu à aucune question sur place.

IMPORTANT – mesure COVID : Le port du masque est obligatoire dès l'entrée dans le bâtiment.

1.9 Bases légales

La présente procédure est soumise à :

- L'accord GATT/OMC du 15.04.1994 sur les marchés publics ;
- L'accord bilatéral entre la Suisse et la Communauté européenne sur certains aspects relatifs aux marchés publics, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 ;
- L'accord intercantonal sur les marchés publics du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001 ;
- La loi cantonale vaudoise du 24.06.1996 sur les marchés publics ;
- Le règlement cantonal vaudois du 07.07.2004 sur les marchés publics.

1.10 Questions / réponses

Les questions éventuelles pourront être formulées jusqu'au 28 septembre 2020 à 17 h 00 au plus tard.

Dans toute la mesure du possible, il y sera répondu dans les 10 jours.

Les questions et les réponses seront listées et publiées sur la plateforme www.simap.ch.

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions posées par écrit sur la plateforme SIMAP (www.simap.ch).

Aucune question ne sera traitée par téléphone.

1.11 Documents remis en annexe

Le présent dossier d'appel d'offres est accompagné des annexes suivantes :

- Dossier de plans au format pdf
- Rapport d'analyse EPIQR du 12.11.2014
- Rapport historique de 2019, par Nathalie Desarzens
- Diagnostic amiante du 17.12.2009

2. Conditions de participation

2.1 Ouverture du marché

Cette mise en concurrence est ouverte aux architectes établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'Accord GATT/OMC sur les marchés publics du 15 avril 1994, pour autant qu'ils répondent à l'une des conditions suivantes :

- être titulaire d'un diplôme d'architecte délivré soit par l'une des Ecoles Polytechniques Fédérales suisses (EPF), soit par l'Institut d'Architecture de l'Université de Genève (EAUG ou IAUG) ou par l'Accademia di Architettura di Mendrisio, soit par l'une des Hautes Ecoles Spécialisées suisses (HES ou ETS) ou d'un diplôme jugé équivalent* ;
- être inscrit au Registre suisse des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement (REG), au niveau A ou B (le niveau C étant exclu).

* Lors de l'inscription, les concurrents en possession d'un diplôme étranger doivent fournir la preuve de son équivalence. Cette dernière peut être demandée à la Fondation des Registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement - REG, Hirschengraben 10, 3011 Berne, tél. +41 31 382 00 32, www.reg.ch.

Les bureaux portant la même raison sociale, même issus de cantons, régions ou pays différents, ne peuvent déposer qu'une seule offre. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale mais faisant partie d'une même holding peuvent déposer chacun une offre sous réserve que ces bureaux soient inscrits distinctivement au registre du commerce et que la participation de la maison-mère dans ces bureaux ne dépasse pas 20 %.

Ces conditions de participation doivent être remplies au moment du dépôt de l'offre et jusqu'à la fin de la procédure. Une copie du diplôme ou d'un justificatif témoignant de l'inscription au REG est à joindre avec l'offre. Dans le cas d'association de bureaux d'architectes, tous les membres du groupe doivent remplir les conditions de participation.

2.2 Délai et adresse pour la remise des offres

Le présent dossier d'appel d'offres dûment rempli doit parvenir au plus tard le :

22 octobre 2020 à 17h00

à l'adresse suivante :

Pour l'enveloppe 1

- Commune de Lausanne
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
Service d'architecture
Rue du Port-Franc 18, 2^{ème} étage
« Collège de la Barre - Lausanne - CFC 291 » - Offre qualitative - ne pas ouvrir
CH-1003 Lausanne

Pour l'enveloppe 2

- Commune de Lausanne
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
Service d'architecture

Rue du Port-Franc 18, 2^{ème} étage

« Collège de la Barre - Lausanne - CFC 291 » - Offre d'honoraires - ne pas ouvrir

CH-1003 Lausanne

Le soumissionnaire est seul responsable de l'acheminement et du dépôt de son offre dans le délai et à l'endroit indiqués.

Toute offre parvenant après ce délai est exclue.

2.3 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre, c'est-à-dire l'intégralité du document original de soumission et les annexes dûment remplis, sous forme papier en un exemplaire.

Pour l'offre qualitative (enveloppe 1), un exemplaire en format PDF sur CD ROM ou clé USB est également demandé. L'offre doit être déposée de la manière suivante :

- **Une enveloppe (1) séparée contenant l'offre qualitative avec la mention « Offre qualitative – ne pas ouvrir ».**
- **Une enveloppe (2) séparée contenant l'offre d'honoraires avec la mention « Offre d'honoraires – ne pas ouvrir ».**

Les offres doivent être rendues dûment signées sous pli fermé.

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de remise fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

2.4 Langue officielle

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure et lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation, échange de courrier est le français.

2.5 Devise monétaire et taxes

La devise officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le franc suisse (CHF).

Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le montant hors taxes, le taux de TVA qu'il applique pour le marché et le montant TTC.

2.6 Attestations

Le présent dossier d'appel d'offres doit être accompagné des attestations de paiement du soumissionnaire :

- impôts à la source ;
- assurances sociales (1^{er} et 2^{ème} piliers).

Ces attestations doivent être des originaux et avoir une validité de 30 jours au maximum.

2.7 Consortium

Pour ce marché, l'association de bureaux d'architectes est admise. Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 et ss du Code suisse des obligations (CO). Avant l'adjudication, un contrat devra être conclu entre les associés et remis au pouvoir adjudicateur.

2.8 Sous-traitance

La sous-traitance est interdite. Toute violation de cette disposition constituera une violation contractuelle.

2.9 Propriété et confidentialité

Les participants conservent les droits d'auteur sur leurs offres.

Les informations échangées entre la Commune de Lausanne et les participants, dans le cadre de la présente procédure, sont strictement confidentielles.

2.10 Litiges et recours

Les litiges résultant de la présente procédure sont de la compétence des tribunaux ordinaires. Le droit applicable est le droit suisse et le for est Lausanne.

3. Renseignements fournis par l'entreprise, annexes à compléter

3.1 Renseignements sur le soumissionnaire

Joindre :

- ☒ Annexe « Renseignements sur le soumissionnaire »

3.2 Organisation pour l'exécution du marché

3.2.1 Critères de qualification

Joindre :

- ☒ Annexe Q2 : Organisation interne du soumissionnaire, maximum 2 pages A4 recto;
☒ Annexe Q6 : Il est demandé au mandataire trois références dont une datant de moins de 10 ans, 1 page format A3 recto horizontale par référence, libre.

3.2.2 Critères d'adjudication

Joindre :

- ☒ Annexe R5 : Temps consacré pour l'exécution du marché ;

- ☒ Annexe R7 : Méthode de travail pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché, maximum 1 page A4 recto par réponse ;
- ☒ Annexe R9 : Qualifications des personnes-clés (chef de projet et responsable des travaux), 2 références par personne-clé dont une datant de moins de 5 ans.

3.3 Offre d'honoraires

Joindre :

- ☒ Annexe « Offre d'honoraires »

3.4 Clarification des offres

Le comité d'évaluation se réserve le droit de réaliser les séances de clarification qu'il juge nécessaire.

Avant, pendant et après la séance de clarification, le soumissionnaire ne pourra pas modifier son offre, au risque de se voir exclure de la procédure.

La séance de clarification fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires et fera partie intégrante du contrat conclu avec l'adjudicataire.

Les renseignements fournis par les candidats lors de ces séances seront pris en compte pour la notation définitive du critère de la qualité technique de l'offre.

4. Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.

5. Prolongation de la validité de l'offre

Lorsque la validité de l'offre n'a plus cours, l'adjudicateur demande aux bureaux en lice une prolongation de la validité de leur offre.

Les rabais spontanés sont interdits. En cas de forte diminution des prix, l'adjudicateur se réserve le droit d'interrompre la procédure et de procéder à une nouvelle mise en soumission.

6. Critères d'adjudication et leur pondération

6.1 Présentation

Critères

Pondérations

Offre qualitative (enveloppe 1)

6.1.1 Critères de qualification et d'adjudication 80 %

Critères de qualification :

6.111	Organisation interne du soumissionnaire (annexe Q2)	5 %
6.112	Références (annexe Q8)	24 %
1.	Expérience et compétence dans la transformation et rénovation de bâtiments patrimoniaux d'architecture	8 %
2.	Expérience et compétence dans la conduite de mandats émanant de collectivités publiques	8 %
3.	Compétences appliquées en matière d'écologie et de développement durable	8 %

Critères d'adjudication :

6.113	Temps consacré pour l'exécution du marché (annexe R5, cf. § 6.3)	5 %
6.114	Méthode de travail pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution (annexe R7)	36 %
1.	Approche architecturale (aspect n°1)	12 %
2.	Compréhension des objectifs (aspect n°2)	12 %
3.	Aspects durables (aspect n°3)	12 %
6.115	Qualifications des personnes-clés (annexe R9)	10 %

Offre d'honoraires (enveloppe 2)

6.1.2 Prix 20 %

Montant de l'offre d'honoraires

Total 100%

6.2 Méthode de notation du prix

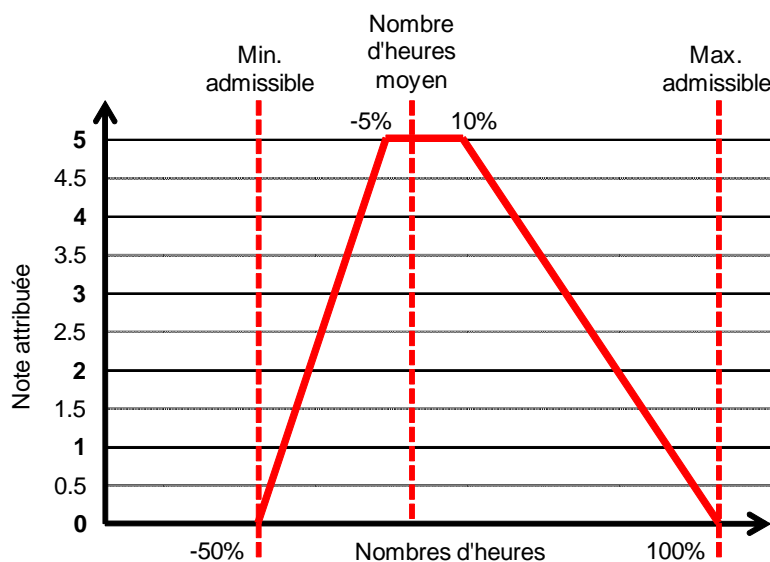
$$Note_Offre = \frac{P_{Max} - P_{Offre}}{P_{Min}} \times 5$$

- PMin = offre la moins chère = note 5
 PMax = prix maximum (2 x Pmin) = note 0
 POffre = prix de l'offre à noter

6.3 Notation du temps consacré

La notation du temps consacré au mandat se fera selon la méthode pyramidale. Le nombre d'heures moyen sera tiré de la moyenne des heures offertes par les candidats pour autant que ceux-ci soient au minimum 5. S'il y a moins de 5 candidats, c'est le temps moyen estimé par l'adjudicateur et admis par le comité d'évaluation qui sera pris en compte. Les bornes de la pyramide tronquée sont les suivantes :

- nombre d'heures moyen ;
- variation par rapport au nombre d'heures moyen pour obtenir la note 5 : +10%, -5% ;
- variation maximale admissible, obtenant la note 0 : +100%, -50% ;
- le temps consacré le plus court et le plus long ne seront pas pris en considération dans le calcul du nombre d'heures moyen.



Notation du temps consacré sur une échelle de 0 à 5

6.4 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Note	Notation	Description
0		Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé.
1	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.
2	Partiellement insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats.
4	Bon et avantageux	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente quelques avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.
5	Très intéressant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère.

6.5 Comité d'évaluation

La procédure sera conduite par un comité d'évaluation des dossiers de façon à garantir, à tous les participants, un traitement équitable. Le comité est composé de :

Comité d'évaluation

- | | |
|------------------------|--|
| - M. Franco Vionnet | Adjoint responsable du secteur bâtiments du service des écoles primaires et secondaires, Ville de Lausanne, dessinateur architecte |
| - M. Harold Wagner | Adjoint de la Cheffe de service, service d'architecture, Ville de Lausanne, architecte EPF |
| - Mme Sarah Di Dio | Architecte cheffe de projet, service d'architecture, Ville de Lausanne, architecte EPF |
| - Mme Dominique Rouge | Conservatrice des Monuments et des sites, DGIP, Canton de Vaud, architecte |
| - M. Nicolas Delachaux | Architecte associé, bureau Glatz & Delachaux atelier d'architecture à Nyon, architecte EPF |

7. Dispositions particulières de la Ville de Lausanne concernant les mandats

(Edition 2006)

Complément aux règlements SIA 102, 103, 108 (2003)

Les présentes dispositions particulières concernant les mandats contiennent des compléments et des modifications dérogeant aux règlements SIA 102, 103 et 108.

Elles priment sur ces derniers dont elles suivent la systématique et la numérotation.

Les textes précédés d'un "R" remplacent ceux des règlements.

Les textes précédés d'un "C" complètent ceux des règlements.

La numérotation suivant le "R" ou le "C" indique à quel(s) règlement(s) se rapporte la modification.

R - SIA 102/103/108

- 1.2 La conclusion du contrat de mandat et ses compléments nécessitent la forme écrite.

C - SIA 102/103/108

- 1.3 Le mandataire est tenu de se conformer aux directives du mandant, notamment en ce qui concerne le planning de l'opération, sa méthode de présentation, la codification CRB, les contrôles financiers et budgétaires, ainsi que leur mise en place sur documents adéquats.

La responsabilité du mandataire demeure totale dans le cadre de son mandat, malgré l'apport d'indications ou de directives éventuelles de la part du représentant du mandant.

C - SIA 102/103/108

- 1.3.3 Le mandataire est autorisé exceptionnellement à passer lui-même commande de travaux et fournitures jusqu'à Fr. 5'000.-- par commande, moyennant communication immédiate au mandant de la décision prise, de la nature de la commande et du montant engagé.

R - SIA 102/103/108

- 1.4.2 La publication de plans, de descriptions ainsi que de photographies de projets et d'ouvrages n'est autorisée qu'avec l'accord écrit du mandant.

R - SIA 102/103/108

- 1.4.4 Une facturation distincte sera établie :

a) pour les situations d'honoraires calculées d'après le coût de l'ouvrage payables à 90% des prestations accomplies ;

b) pour les factures d'honoraires calculées d'après le temps employé, payables à 100 %, accompagnées des justificatifs nécessaires, ceci dans les deux mois après l'accomplissement de la prestation, selon le tarif valable au moment de l'accomplissement de la tâche ;

c) pour les factures des hausses d'honoraires calculées d'après le temps employé, payables à 100%, à présenter simultanément à celles du point b). Le renchérissement se calcule d'après les recommandations de la Coordination des services fédéraux de la construction et des immeubles (KBOB).

Les honoraires sont payés en deux temps, au terme de chaque partie du mandat, à savoir :

- à l'issue de la phase "étude", bouclage intermédiaire après acceptation des prestations par le mandant ;
- à l'issue de la phase "réalisation", bouclage final à 100 % après acceptation des prestations par le mandant dont, en particulier, la constitution des fichiers informatiques des plans révisés et les dossiers techniques spécifiques conformes à l'exécution, l'élimination des défauts, l'établissement des procès-verbaux de vérification finale, le recours aux garanties ou la libération de celles-ci.

R - SIA 102/103/108

1.5.1 Les factures et les situations sont payables dans un délai de 60 jours après leur présentation.

R - SIA 102/103/108

1.11.21 Les prétentions fondées sur des défauts de l'ouvrage se prescrivent par 5 ans à compter de l'acceptation par le mandant de l'élimination des défauts constatés lors de la remise de l'ouvrage ou de la partie de l'ouvrage.

R - SIA 102/103/108

1.12 Le mandat peut être révoqué ou répudié en tout temps.

En cas de révocation ou de répudiation du mandat, le mandataire a droit aux honoraires correspondant aux prestations qu'il a accomplies selon le contrat jusqu'à la date de la révocation ou de la répudiation.

Celle des parties qui révoque ou répudie le mandat en temps inopportun doit cependant indemniser l'autre du dommage qu'elle subit, pour autant que cette autre partie n'ait pas commis de faute.

C - SIA 102

2.3.3 Les aménagements extérieurs, le mobilier et les œuvres d'art font l'objet d'accords spéciaux.

C - SIA 102/108

4.53 Le dossier de l'ouvrage terminé sera remis au mandant en version papier accompagné d'un fichier informatique respectant les directives de la Ville de Lausanne en matière d'échange de données DAO.

Toutes les canalisations d'alimentation (électricité, téléphone, eau, gaz, chauffage urbain, teleréseau) et d'évacuation (égouts) doivent y figurer, depuis et respectivement jusqu'au réseau public.

R – SIA 102/103/108

- 5.3 En règle générale, les frais accessoires et les prestations de tiers sont remboursés forfaitairement selon le pourcentage global indiqué dans le contrat.

Si le contrat prévoit une autre manière de remboursement de ces frais, l'indemnisation se fait selon les principes suivants :

- a) les frais de déplacement au-delà de 10 km de trajet simple :
 - prix du billet CFF, 2^{ème} classe, demi-tarif, pour les voyages en train ;
 - selon le tarif kilométrique de la Ville de Lausanne pour les voyages en voiture.
- b) nuitée (avec petit-déjeuner) : selon tarif recommandé par la KBOB.
- c) frais de photocopies, de tirages, etc. exécutés par les moyens du bureau conformément aux tarifs fixés par la Ville de Lausanne et, à défaut, aux prix des commerces spécialisés.
- d) les frais postaux et de télécommunications ne sont pas remboursables.

R - SIA 102/103/108

- 5.4 Dans l'application du tarif coût, le temps de déplacement n'est pas indemnisé. Demeurent réservés les cas où les honoraires sont calculés d'après le temps employé.

R - SIA 102/103/108

* * *

Les présentes dispositions abrogent les "Dispositions particulières concernant les mandats", édition 1990. Elles entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2006.

Adopté par la Municipalité le 2 novembre 2006

Le syndic
D. Brélaz

Le secrétaire
F. Pasche

8. Conditions particulières

8.1 Assurance en responsabilité civile

Pour les chantiers supérieurs à CHF 5 mio, conformément à l'article 26 al. 1 des Conditions générales de la Ville de Lausanne, les travaux objets du contrat sont couverts par une assurance globale conclue directement par le maître de l'ouvrage, tant pour les risques responsabilités civile que pour les prestations en matière de construction (travaux de construction).

La garantie de cette dernière n'étant prise en considération qu'en cas d'événement accidentel, elle peut être complétée, le cas échéant et sur demande, par une assurance montage auprès de cette même compagnie.

L'adjudicataire est tenu de participer aux primes pour la part « mandataire » exprimée en pour-mille du montant de ses travaux. La retenue opérée peut être défalquée des propres assurances de l'adjudicataire. Cette obligation de participer à l'assurance globale chantier ne décharge en rien l'adjudicataire de sa responsabilité légale, contractuelle ou issue de normes diverses, envers le maître de l'ouvrage ou tout autre tiers.

8.2 Port de la carte professionnelle

La Municipalité de la Ville de Lausanne a décidé d'imposer le port de la carte professionnelle sur l'ensemble de ses chantiers, dans le but de renforcer sa lutte contre le travail au noir.

Par conséquent, l'ensemble du personnel d'exploitation des entreprises, et de ses sous-traitants, travaillant sur le chantier (y compris les apprentis), devra être équipé d'une carte professionnelle (ou système équivalent) permettant au moins de s'assurer :

- qu'ils sont bien inscrits auprès d'une caisse de compensation AVS ;
- qu'ils sont déclarés auprès des assurances sociales pour le compte de l'entreprise qui les emploie ;
- que les charges sociales sont payées ;
- que les permis de travail sont valables ;
- que l'entreprise respecte les conditions de travail applicable fixées par les conventions collectives de travail.

8.3 Répartition des prestations

8.3.1 Architecte mandataire

Les prestations d'architecte porteront sur la rénovation globale du bâtiment existant selon la description au point 1.4 « Objet du marché ».

L'attribution de ce marché fait l'objet de la présente procédure ouverte.

8.3.2 Ingénieur civil

Les prestations d'ingénieur civil porteront sur les aspects structurels en relation avec les mises en conformité.

L'adjudication de ce mandat se fera ultérieurement par le maître de l'ouvrage, en concertation avec l'architecte et conformément au droit des marchés publics.

8.3.3 Ingénieurs CVSE

Les prestations d'ingénieurs porteront sur la rénovation des installations techniques du bâtiment.

L'adjudication de ces mandats se fera ultérieurement par le maître de l'ouvrage, en concertation avec l'architecte et conformément au droit des marchés publics.

8.3.4 Spécialistes

Les prestations des spécialistes porteront sur les différents aspects techniques ou particularités du projet nécessitant un mandataire spécifique.

L'adjudication de ces mandats se fera ultérieurement par le maître de l'ouvrage, en concertation avec l'architecte et conformément au droit des marchés publics.

9. Mandat et prestations demandées

9.1 Coût cible du projet

L'enveloppe budgétaire pour le projet est de CHF 10'150'000.- TTC (CFC 1 à 6).

Le montant B déterminant pour le calcul des honoraires de l'architecte est estimé à CHF 7'400'000.- HT.

Le montant des honoraires pour l'ensemble des phases sans réparti comme suit :

Phase 1 : comprenant l'étude du projet (phases 4.31, 4.32, 4.33), **montant forfaitaire** arrêté sur la base du coût cible fixé par le maître de l'ouvrage. La part de prestations à effectuer pour la **phase 1 est de 32.5 %**.

Phase 2 : comprenant les appels d'offres et la réalisation (phases 4.41, 4.52, 4.53), **montant réévalué en fonction du décompte final de l'ouvrage fini**. La part de prestations à effectuer pour la **phase 2 est de 67.5 %**.

9.2 Honoraires

Les annexes doivent permettre aux candidats d'avoir une vision plus précise des prestations à fournir.

9.2.1 Prestations et honoraires de l'architecte

Prestations par phase				%	%	Etude %	Réal. %
3 Etude du projet	4.31 Avant-projet			9			
		Recherche de partis et estimation sommaire des coûts de construction			3	3	-
		Avant-projet et estimation des coûts			6	6	-
	4.32 Projet de l'ouvrage			21			
		Projet de l'ouvrage			13	13	-
		Etudes de détails			4	4	-
		Devis général			4	4	-
	4.33 Procédure de demande d'autorisation			2,5			
		Procédure de demande d'autorisation			2.5	2.5	-
4 Appels d'offres	4.41 Appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication			18			
		Plans d'appel d'offres			10	-	10
		Appels d'offres et adjudication			8	-	8
5 Réalisation	4.51 Projet d'exécution			16			
		Plans d'exécution			15	-	15
		Contrats d'entreprises			1	-	1
	4.52 Exécution de l'ouvrage			29			
		Direction architecturale			6	-	6
		Direction des travaux et contrôle des coûts			23	-	23
	4.53 Mise en service achèvement			4,5			
		Mise en service, achèvement			1	-	1
		Documentation de l'ouvrage			1	-	1
		Direction des travaux de garantie			1,5	-	1.5
		Décompte final			1	-	1
		Total des prestations par phases				32.5	67.5
	Total des prestations			%	100	100 %	

9.2.2 Sont également compris dans les prestations ordinaires

Phase Etude / Réalisation

- Direction générale du projet.
- Coordination avec les autres mandataires

Avant-projet / Projet

- Adaptation des moyens informatiques aux spécifications du mandant (conformité à la charte graphique de la Ville de Lausanne).
- Etude de variantes de projet
- Elaboration du cahier d'avant-projet / projet comprenant une description du programme, de la matérialisation, des principes structurels et énergétiques, conformément aux indications des mandataires spécialisés, ainsi que l'estimation des coûts / devis descriptif.
- Elaboration de modifications du projet en vue d'une réduction des coûts, en cas d'écart important avec l'estimation des coûts de l'avant-projet.

Procédure

- Participation au traitement des oppositions.
- Elaboration des dossiers de demande de subventions et de certifications.
- Participation à la procédure de concours pour l'attribution du pourcent culturel.

Appel d'offres

- Etablissement d'un descriptif détaillé définitif de tous les matériaux et principes de construction (par exemple sous forme de fiche par locaux) notamment en vue d'une adjudication forfaitaire ou globale.
- Etablissement d'un devis général révisé en fonction des offres reçues.

Adjudication

- Participation au traitement des procédures juridiques (recours).

Mise en service, achèvement

- Etablissement de plans de révision conformes à l'ouvrage réalisé et aux documents du dossier d'ouvrage (notamment respect de la charte graphique).
- Etablissement du dossier de planification des travaux d'entretien.
- Report d'installations techniques importantes dans les plans de l'ouvrage révisés.
- Etablissement ou contrôle d'instructions pour l'exploitation.
- Collaboration à la réalisation de la plaquette du Service d'architecture.
- Vérification de l'ouvrage avant échéance du délai de garantie de deux ans.
- Direction des travaux de garantie pour les défauts cachés et vérification finale de l'ouvrage avant échéance du délai de garantie de 5 ans.

9.2.3 Paramètres imposés par le MO

Coût de l'ouvrage déterminant le temps nécessaire, B :	7'400'000 CHF/HT
Facteur de base pour le temps moyen nécessaire, p :	0.116
Valeur Z_1 :	0.062
Valeur Z_2 :	10.58
Degré de complexité, n (catégorie IV) :	1.0
Part des prestations, q :	100 %
Le facteur pour prestations spéciales s	1.0
Le facteur de groupe i	1.0
Conservation des bâtiments U (attention : que pour CFC 1, 2, 3) peut être entre 1.0 et 1.5	1.2

Paramètres à compléter par le candidat :

- a) Le facteur d'ajustement **r**
- b) Le taux horaire offert **h**

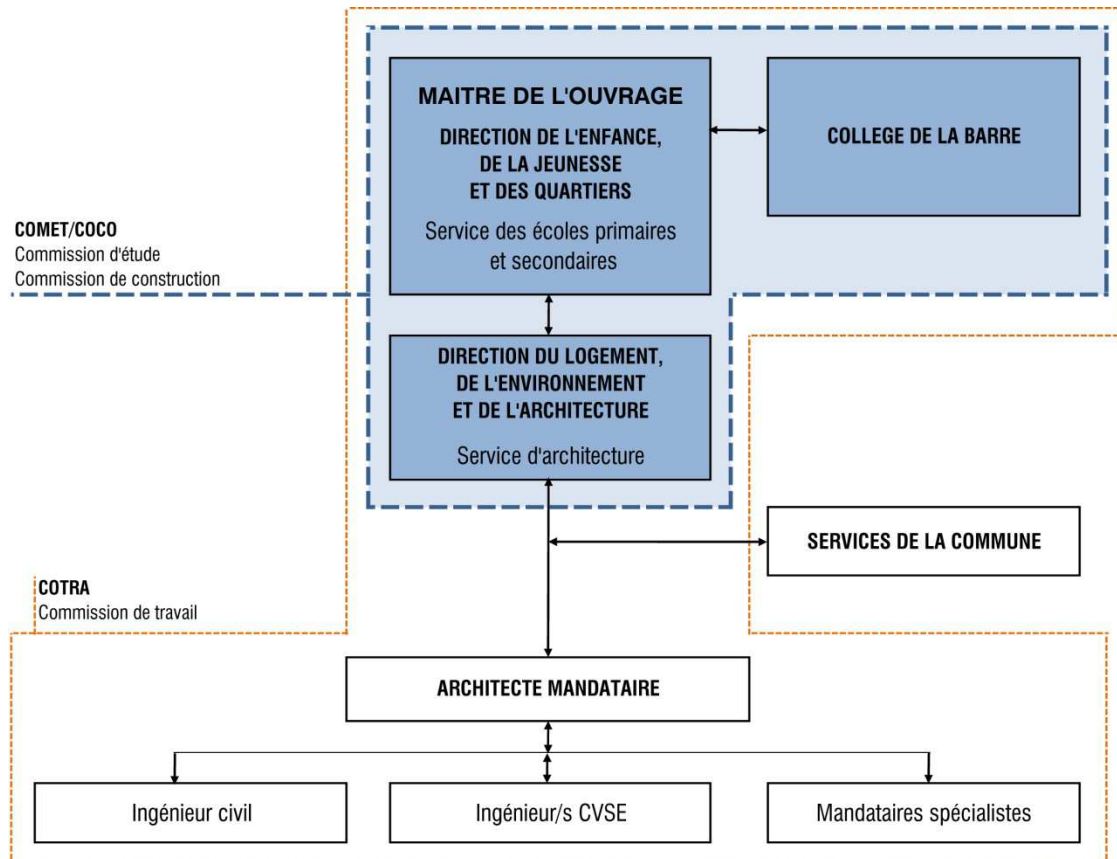
9.2.4 Frais

Le temps de déplacement et les déplacements seront inclus dans l'offre.

Les frais de reproduction sont remboursables conformément aux tarifs fixés par la Commune de Lausanne. Un montant de 3 % du montant brut des honoraires est appliqué.

9.3 Variantes

Les participants doivent répondre pleinement à ce cahier des charges. Les offres partielles ou développant des variantes ne sont pas admises.

[illegible]

10. Engagement du soumissionnaire

En déposant le dossier d'appel d'offres dûment signé, le soumissionnaire certifie qu'il a pris connaissance des conditions de la procédure et qu'il en accepte le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou son représentant, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité ;
- g) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- h) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- i) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- j) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- k) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- l) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;

- m) il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le maître de l'ouvrage ;
- n) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- o) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- p) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- q) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.

Lieu et date :

Timbre et signature du soumissionnaire :

RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUMISSIONNAIRE
--

Dans Le cas d'associations, le soumissionnaire photocopiera cette page vierge pour chaque bureau.

Nom du mandataire architecte :

- **Personne de contact :**
- **Adresse :**
 N° postal, ville :
 Pays :
- **Téléphone :**
- **Fax :**
- **Mail :**
- **Raison sociale :**
- **Forme juridique :**
- **Année fondation :**
- **Effectif actuel :** **EPT :**

Annexes :

- | | |
|--|------------------|
| • Attestations des paiements des charges sociales | oui / non |
| • Attestation des impôts à la source | oui / non |

Lieu, date :

Signature :

ORGANISATION INTERNE DU SOUMISSIONNAIRE

(Attention, il convient de ne pas confondre la présentation de l'organisation interne du soumissionnaire ou candidat qui fait l'objet de la présente demande, avec la présentation de l'organisation proposée pour l'exécution du marché, spécifique à chaque cas, et qui fait l'objet, le cas échéant, de la demande de l'annexe R8)

Nous vous demandons de fournir sur un document annexé (maximum 1 page A4 recto) l'organigramme de votre organisation interne avec désignation :

- ⇒ *de vos domaines d'activités,*
- ⇒ *des différents secteurs,*
- ⇒ *des personnes responsables (direction générale et direction des différents secteurs),*
- ⇒ *des personnes qui peuvent engager la société par leur signature,*
- ⇒ *des liens hiérarchiques en vigueur entre ces personnes.*

Le document remis en annexe doit porter la mention Q2 et votre nom ou raison sociale.

RÉFÉRENCES de services liés à la construction

Nom du candidat ou du soumissionnaire qui cite cette référence :

Fournir au 3 références qui répondent aux exigences suivantes :

- être en rapport avec le marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- démontrer la capacité, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- correspondre aux prestations de la norme SIA 112 telles que demandées dans cet appel d'offres, et
- être achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution.

Le candidat ou soumissionnaire photocopiera cette page vierge afin de fournir les références

• CLIENT

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Adresse électronique du client (e-mail direct) :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique → ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Client privé (*particulier, entité de droit privé*)
☐ Autres (préciser) : _____

• OBJET DU MARCHÉ OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ

Nom de l'objet ou du projet :

Description des prestations exécutées :

Lieu d'exécution du marché:

• MARCHÉ EXÉCUTÉ

Prestations exécutées selon SIA 112 :

Phases : ☐ 31 ☐ 32 ☐ 33 ☐ 41 ☐ 51 ☐ 52 ☐ 53

Montant des prestations (montant des honoraires) exécutées : CHF TTC.

Date de début de l'exécution des prestations (jj.mm.aaaa) :

Date de fin d'exécution des prestations ou celle prévue (jj.mm.aaaa) :

Marché exécuté : ☐ A titre individuel
☐ En pool pluridisciplinaire
☐ En consortium ou association de bureaux de même compétence pour une part de... %
☐ En tant que sous-traitant de l'entreprise suivante :
☐ En tant que sous-traitant de l'entreprise générale ou totale suivante

Veillez remettre en annexe tout document descriptif et photos qui permettent de se faire une idée plus précise de la référence (maximum 2 pages A4 recto-verso)

TEMPS CONSACRÉ POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Important:

Le temps consacré au mandat, obtenu dans le tableau ci-dessous, doit être calculé par les candidats avec un coefficient $r = 1.0$. Celui-ci sera utilisé pour la notation du temps consacré (tableau 6.3).

Note: le nombre d'heures ci-dessous peut par conséquent être différent du nombre d'heures obtenu dans le calcul des honoraires (cf. ENVELOPPE 2 - offre d'honoraires).

Désignation	Libellés	Nombre d'heures
-------------	----------	-----------------

PHASE ETUDE

3	Etude du projet	4.31	Avant-projet	9.0%	
		4.32	Projet de l'ouvrage	21.0%	
		4.33	Procédure de demande d'autorisation	2.5%	
Total phase étude				32.5%	

PHASE REALISATION

4	Appels d'offres	4.41	Appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication	18.0%	
5	Réalisation	4.51	Projet d'exécution	16.0%	
		4.52	Exécution de l'ouvrage	29.0%	
		4.53	Mise en service achèvement	4.5%	
Total phase réalisation				67.5%	

TOTAL :

A compléter par le soumissionnaire :

Nom ou raison sociale :

Date :

Signature(s) :

MÉTHODES DE TRAVAIL POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS EN MATIÈRE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Nom ou raison sociale :

Les différentes questions posées dans cette annexe ont pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur les mesures, les directives, les procédures et/ou les méthodes principales de travail du soumissionnaire pour atteindre les objectifs fixés et pour exécuter de manière optimale les prestations décrites dans le cahier des charges.

Les réponses données par le soumissionnaire permettront à l'adjudicateur de déterminer le degré de faisabilité, l'opportunité et la pertinence des mesures mises en place et de la ou des méthodes de travail pour atteindre les objectifs fixés. Elles sont susceptibles de faire l'objet de questions complémentaires dans le cadre d'une séance de clarification ultérieure.

Pour rappel les objectifs fixés sont :

1. Qualité d'intervention
2. Respect des délais
3. Respect des coûts

Veillez répondre aux questions suivantes :

1. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour atteindre l'objectif n°1

Approche architecturale, technique et constructive permettant de répondre aux objectifs qualitatifs, normatifs et patrimoniaux du projet.

2. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour atteindre l'objectif n°2

Méthodologie d'intervention dans un bâtiment occupé par les utilisateurs, moyens mis en place pour diminuer les nuisances tout en optimisant la durée du chantier.

3. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour atteindre l'objectif n°3

Méthodologie de travail pour respecter les objectifs financiers fixés par le maître de l'ouvrage.

- Modalités de réponse :**
- Maximum 1 page A4 recto par réponse.
 - D'éventuelles copies d'un système de management de projet, de schémas ou d'exemples de processus de travail, ou de plans d'assurance qualité relatifs à d'autres projets, peuvent être jointes aux réponses.
 - Chaque annexe doit porter la mention R7, le nom ou la raison sociale du soumissionnaire et l'intitulé de la question.

QUALIFICATIONS DES PERSONNES-CLÉS *

(les jeunes diplômés peuvent faire valoir des expériences et aptitudes en faisant référence à des concours, à des stages effectués, à des travaux de recherche ou à des travaux de diplôme)

Nom ou raison sociale :

* *Le soumissionnaire photocopiera cette page vierge pour chaque personne clé, mais 3 au maximum*

La copie des CV, certificats et diplômes pour chaque personne clé doit être remise en annexe.

- FONCTION DE LA PERSONNE CLÉ : _____
- Nom et prénom de la personne clé : _____
- Lieu et date de naissance : _____
- Formation de base avec années d'expérience: _____ ans
- Formation(s) spécialisée(s) :
- _____
- _____
- Langue(s) parlées et écrites avec niveau :
- Français ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Faible
- Allemand ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Faible
- Expérience en management de projets : ☐ NON ☐ OUI _____ ans
- Expérience en management de la qualité : ☐ NON ☐ OUI _____ ans
- Expérience MSST et/ou PHS : ☐ NON ☐ OUI _____ ans
- Expérience d'encadrement du personnel : ☐ NON ☐ OUI _____ ans
- Référence 1 :
⇒ Nom ou raison sociale du client : _____
⇒ Nom et prénom de la personne de contact : _____
⇒ Numéro de téléphone ou mail : _____
⇒ Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : _____ du _____ au _____
⇒ Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

- Référence 2 :
⇒ Nom ou raison sociale du client : _____
⇒ Nom et prénom de la personne de contact : _____
⇒ Numéro de téléphone ou mail : _____
⇒ Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : _____ du _____ au _____
⇒ Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :
